

Audience publique du 22 janvier 2004

=====

Requête en sursis à exécution introduite par
la société du droit de,
contre une décision du directeur de l'administration des contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu des collectivités et d'impôt sur la fortune

ORDONNANCE

Vu la requête déposée le 15 janvier 2003 au greffe du tribunal administratif par Maître Vinciane SCHANDELER, avocat à la Cour, assistée de Maître Sabine ZYLERBOGEN, avocat, les deux étant inscrites au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société de droit de, société par actions, avec siège à, P.O. Box ...,
... ..,,, représentée par ses administrateurs actuellement en fonctions, tendant à ordonner le sursis à exécution d'une décision du directeur de l'administration des contributions directes du 12 mai 2003 (n° ... du rôle) portant rejet d'une réclamation introduite le 28 février 2002 contre les bulletins d'impôt sur revenu des collectivités des années 1997 et 1998 émis le 24 janvier 2002 ainsi que contre le bulletin d'impôt sur la fortune des années 1998, 1999 et 2000, émis le 24 janvier 2002, la décision en question faisant l'objet d'un recours au fond déposé au greffe du tribunal administratif le 12 août 2003, inscrit sous le numéro 16886 du rôle;

Vu l'article 11 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées et notamment la décision entreprise;

Oùï Maître Patricia FERRANTE, en remplacement de Maître Vinciane SCHANDELER, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

Le 28 février 2002, la société du droit de introduisit une réclamation auprès du directeur de l'administration des contributions directes, se plaignant de ce que dans le cadre l'établissement des bulletins d'impôt sur le revenu des collectivités des années 1997 et 1998 et sur la fortune des années 1998, 1999 et 2000, respectivement émis le 24 janvier 2002, le bureau d'imposition n'aurait pas admis comme frais d'obtention fiscalement déductibles de ses revenus provenant de la location d'un immeuble appartenant à la société civile immobilière ..., dont elle détient 50 % du capital, les intérêts débiteurs servis par elle sur un prêt qu'elle

avait contracté pour octroyer à cette société une avance en compte courant en vue de l'acquisition de l'immeuble en question.

Cette réclamation s'étant soldée par une décision d'irrecevabilité du 12 mai 2003, la société ... a déposé le 12 août 2003 au greffe du tribunal administratif, un recours en réformation, inscrit sous le numéro 16886 du rôle, et par requête déposée le 15 janvier 2004, inscrite sous le numéro 17463 du rôle, elle sollicite le sursis à exécution de la décision du directeur de l'administration des contributions directes en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé sur le mérite du recours introduit au fond.

Elle estime que les moyens invoqués à l'appui du recours au fond sont sérieux et que l'exécution de la décision entreprise risquerait de lui causer un préjudice grave et définitif.

Le délégué du gouvernement s'oppose à la demande en soutenant que la décision du directeur, qui est une décision d'irrecevabilité, ne serait pas susceptible de recevoir une exécution, seuls les bulletins sous-jacents, remontant au 24 janvier 2002, étant exécutoires, de sorte que le sursis à exécution par rapport à la décision directoriale ne saurait avoir un quelconque effet. Il ajoute que l'affaire est en état d'être plaidée à brève échéance.

En vertu de l'article 11, (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

Si l'argument de la partie défenderesse tiré de ce qu'une décision d'irrecevabilité ne serait pas susceptible d'un sursis à exécution est formellement correct, il ne tire cependant pas à conséquence, puisqu'une telle décision pourrait donner lieu à une mesure de sauvegarde, étant donné qu'il faut admettre qu'une partie qui introduit un recours entend en obtenir une satisfaction concrète et qu'une demande basée sur l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 peut justifier une mesure de sauvegarde telle que celle-ci est prévue par l'article 12 de la même loi.

Dans le contexte du risque d'un préjudice grave et définitif dont se plaint la demanderesse, il y a lieu de relever que tout paiement d'impôts cause au contribuable un préjudice en ce qu'il amoindrit son patrimoine, sans pour autant nécessairement constituer un préjudice au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999, précitée. Le refus du paiement d'une dette fiscale ne saurait entrer en ligne de compte pour l'appréciation de la justification d'une mesure de sursis à exécution – outre le caractère sérieux des moyens pour se soustraire définitivement aux prétentions de l'administration des contributions, ces moyens devant être rencontrés par le juge du fond – que pour autant que le paiement de la somme due ou réclamée risque de perturber sinon de manière irrémédiable, du moins profondément la situation financière du contribuable de telle sorte que, même en cas de gain de cause devant le juge du fond et de restitution des sommes payées indûment, cette situation ne peut être rétablie que difficilement.

Or, sur question concernant les difficultés concrètes de payer les montants réclamés en attendant la solution du litige au fond, la demanderesse n'a pas été en mesure de livrer des explications concrètes concernant ses difficultés concrètes éventuelles à satisfaire de manière provisoire les exigences de l'administration des contributions et l'impact potentiellement

définitif sur sa situation financière en cas d'exécution des bulletins visés dès avant la solution du litige au fond.

Il s'ajoute à cela que les délais d'instruction de l'affaire au fond sont actuellement expirés et que celle-ci se trouve fixée pour plaidoiries au fond à la date du 4 février 2004, de sorte qu'un jugement au fond doit intervenir en principe à brève échéance.

Il suit des considérations qui précèdent que la demande en sursis à exécution doit être rejetée.

Par ces motifs,

le soussigné président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

reçoit le recours en sursis à exécution en la forme,

au fond le déclare non justifié et en déboute,

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 22 janvier 2004 par M. Ravarani, président du tribunal administratif, en présence de M. Rassel, greffier assumé.

s. Rassel

s. Ravarani